

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 83 (1995)

Heft: 8-9

Rubrik: Spécial Pékin

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

PEKIN: le sprint final

Des milliers de femmes et d'hommes se retrouveront dans quelques jours à Pékin à l'occasion de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Petit tour d'horizon avant le dernier round.

Epreuve de force

Du 4 au 15 septembre, un nombre record de femmes assisteront à la Conférence de Pékin et plus de 35 000 au Forum des ONG organisé en parallèle.

Les effectifs des ONG de femmes se sont accru de manière exponentielle, tandis que se développaient leur force et leurs connaissances ainsi que leur travail de lobbying, acquis en particulier lors des Conférences de Rio, de Vienne, du Caire et de Copenhague.

Au cours du processus de près de trois ans qui a conduit à la Conférence de Pékin, le projet de Plate-forme d'action (connu aussi comme le Programme pour l'Égalité) est passé de 25 pages à quelque 150, ce qui reflète un apport considérable dû aux réseaux d'ONG internationales et aux recommandations adoptées par les conférences régionales des Nations Unies, les gouvernements, la Commission du statut de la femme et les groupes d'experts réunis par le Secrétariat.

Un pourcentage évalué à 40% du contenu du document élaboré lors du dernier Comité préparatoire (15 mars - 7 avril, New York) se trouve entre crochets, les points litigieux entrant dans plusieurs catégories. Les défis venaient du Saint-Siège et d'une petite minorité d'Etats membres qui soutiennent un rôle restrictif et traditionnel des femmes. Ils ont mis en cause le langage, convenu lors de conférences antérieures sur les droits de la femme en tant que personne, au sein de la famille et d'institutions, et en particulier celui relatif à ses droits sexuels et droits à la procréation, à la santé et aux structures familiales. Le langage controversé couvrait aussi l'interprétation et l'universalité des droits de la personne, le rôle des cultures et des religions et la violence à l'égard des femmes, nombre de ces points contestés ayant fait pourtant l'objet d'un accord à Vienne et au Caire.

D'autres points de désaccord ont émané des recommandations sur les échanges, le marché, l'environnement et l'orientation de l'économie mondiale, ces enjeux reflétant la division Nord-Sud. La plupart des paragraphes mis entre crochets sur ces questions ont été acceptés lors du Sommet Social à Copenhague qui a reconnu que l'accroissement du pouvoir politique, économique et social des femmes était un moyen d'éliminer la pauvreté, le chômage

et la désintégration sociale. Les pays riches, peu disposés à fournir des ressources appropriées pour mettre en œuvre les idées de changement et les mécanismes institutionnels, ont aussi introduit des parenthèses autour des paragraphes qui demandaient plus que ce qu'ils étaient prêts à donner.

Un sérieux pas en arrière?

«Comparé aux Stratégies prospectives adoptées en 1985, le projet de Plate-forme d'action de Pékin représente un sérieux pas en arrière». Telle est l'opinion de l'organisation faitière des femmes d'Europe Women In Development Europe (WIDE) exprimée dans un communiqué récemment publié en réaction au projet. WIDE, qui a joué un rôle clé en faveur des droits à la procréation et des droits économiques au Caire et à Copenhague, craint que la Conférence de Pékin ne soit décevante. WIDE retient entre autres le paragraphe sur la pauvreté et critique le fait qu'on exhorte les ONG à mettre en œuvre les recommandations sans leur donner de ressources fi-

Quatre conférences de l'ONU sur les femmes

1975, Mexico. La première Conférence a élaboré un Plan d'action qui a conduit l'Assemblée générale de l'ONU à adopter, quatre ans plus tard, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, que 133 Etats ont signée à ce jour. Mais pas la Suisse.

1980, Copenhague. La Conférence a adopté un Programme d'action qui mettait l'accent sur l'éducation, l'emploi et la santé.

1985, Nairobi. La Conférence avait mission d'évaluer les progrès accomplis et les obstacles rencontrés. Elle a adopté des Stratégies pour la promotion de la femme d'ici l'an 2000, fixant un cadre d'action destiné à promouvoir l'accroissement du pouvoir des femmes et l'exercice de leurs droits.

1995, Pékin. La Commission de la condition de la femme au sein de l'ONU a révélé que, si la communauté mondiale était devenue plus consciente, la mise en œuvre des Stratégies semblait par contre s'être essouffée. La quatrième Conférence vise à réanimer ce dynamisme et à adopter une nouvelle plate-forme visant à éliminer la pauvreté, supprimer les inégalités en matière de formation et d'éducation, garantir l'accès à la santé, à l'emploi et à la participation effective des femmes à l'activité économique et politique, à améliorer l'image des femmes dans les médias, à éliminer la violence à leur encontre.



Rencontre entre Gertrude Mongela et Jean-Paul II. Derrière les sourires, de nombreux désaccords.

(Photo Felici, ONU, 26 mai 1995).

nancières. Elle dénonce en particulier le déséquilibre qui existe dans le texte entre les recommandations faites au FMI et à la Banque mondiale (les programmes d'ajustement structurel conduisent souvent à une féminisation de la pauvreté) et celles concernant les ONG. WIDE demande que les ONG ne soient pas chargées de vaincre la pauvreté à la place de ceux qui ont créé les structures qui la perpétuent. L'organisation s'inquiète également d'une interprétation trop étroite dans le texte du rôle des femmes comme mères et protectrices.

Emplacement et concessions

Lorsque le Comité organisateur chinois a annoncé, en avril, un plan de dernière minute prévoyant le déplacement du Forum des ONG, qui serait installé non pas au centre de Pékin mais à une heure du lieu de réunion officiel de l'ONU, les ONG du monde entier ont décidé de se battre. Depuis lors, elles ont bruyamment mené campagne pour disposer d'un emplacement plus adéquat, en faisant valoir qu'on leur déroberait un point central.

Environ 1300 ONG ont obtenu l'autorisation de participer au Forum (30 août au 8 septembre); mais les hôtes chinois ont provoqué un tollé de protestations en Occi-

dent, accompagné de rumeurs de boycottage, lorsqu'ils ont décidé, en avril, que les manifestations n'auraient pas lieu au Stade des Travailleurs (dans le centre de Pékin) mais en campagne, à Huairong.

Le 8 juin, les organisateurs du Forum global des ONG ont accepté la décision controversée de la Chine de déplacer le lieu des manifestations, mais seulement après avoir obtenu en contrepartie une forte augmentation du nombre autorisé de participants.

Selon les termes du compromis, les organisateurs ont accepté l'emplacement de Huairong en échange de plusieurs concessions de la part de la Chine, notamment un net relèvement du nombre de personnes autorisées à participer, soit de 20 000, limite fixée initialement par la Chine, à 36 000. Le pays hôte a également accepté d'installer jusqu'à 3500 lignes téléphoniques internationales et d'assurer les transports nécessaires par bus entre Huairong et le lieu où se tiendra la conférence des Nations Unies, répondant ainsi à deux vives préoccupations du comité organisateur des ONG.

L'emplacement de Huairong a été rejeté par certains groupes de femmes qui l'ont jugé non seulement trop éloigné mais aussi inadéquat. Pour résoudre ce problème, Pékin a accepté d'y créer un lieu de réunion central de 42 hectares pour les activités de grande envergure. Les organisateurs

ont longuement insisté sur la nécessité de disposer d'un lieu de réunion principal, comptant au moins 6000 places, pour tenir les séances plénières; ils craignaient en effet qu'en l'absence d'un tel lieu, le Forum soit dépourvu de pôle de convergence.

Les Chinois ont estimé que le Stade des Travailleurs ne pouvait convenir en raison de problèmes structurels, mais on indique de source officielle qu'il s'agit en fait d'un prétexte: les responsables de la ville et du parti communiste craindraient que des groupes de femmes n'organisent des manifestations embarrassantes sur la place Tiananmen ou en d'autres endroits du centre ville.

Un train pour la paix

Malgré les difficultés, les organisatrices non gouvernementales comptent bien faire du rendez-vous de Pékin un événement. A cet effet, trois trains emmèneront les déléguées en Chine. Le «Train pour la paix» est parti le 7 août d'Helsinki. Organisé par la Ligue internationale des femmes pour la paix à l'occasion de son 80^e anniversaire, le convoi emmènera en trois semaines 250 femmes engagées de l'Europe de l'Est jusqu'en Chine. Le train traversera des régions stratégiques, comme la Turquie ou le Kazakhstan. A chacune des étapes, des rencontres avec des groupes locaux de femmes permettront de débattre du thème de la Paix en rapport avec les difficultés spécifiques de chaque région. Le voyage sera l'occasion d'un «carnet de route», reportage filmé qui sera diffusé dès décembre. Voyage par le rail également pour le convoi «Femmes en train pour Pékin», dont le départ a été sifflé le 19 août à Paris et le «Beijing Express», organisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement, qui a quitté Varsovie le 20 août.

Au début du mois d'août, alors que certaines Suissesses étaient déjà en route dans le train parti d'Helsinki, «aucune des participantes au rendez-vous de Pékin n'avait reçu de confirmation officielle émanant d'un hôtel, document pourtant indispensable à l'obtention du visa d'entrée décerné par les ambassades chinoises» indiquait Danielle Bridel, membre du Comité d'organisation du Forum des ONG. Reste donc à savoir combien, parmi les 33 000 femmes inscrites au forum de Pékin obtiendront le laissez-passer.

Une chose est sûre, les représentantes des femmes tibétaines ne seront pas du voyage. Ainsi en a décidé le Conseil économique et social réuni à Genève le mois dernier. Onze seulement des dix-neuf ONG qui tentaient de recevoir une accréditation ont été agréées. Parmi les exclues figurent toutes les représentantes des femmes tibétaines.

Sylviane Klein

LE VATICAN VEUT-IL COURTISER LES FEMMES?

Grande première au Vatican: le Pape Jean Paul II recevait, en mai dernier, la secrétaire-générale de la IV^e Conférence sur les femmes, la Tanzanienne Gertrude Mongela, la porte-parole de cette conférence, la Française Thérèse Gastaut, et la représentante de l'ONU à Rome, la Libanaise Nadia Younes.

Certes, aucun changement révolutionnaire, n'a filtré du Saint-Siège, en ce qui concerne la planification familiale et l'interruption de grossesse, principales pierres d'achoppement entre les femmes et le Pape, mais la rencontre entre ce dernier et ses trois invitées «fut très enrichissante», reconnaît Thérèse Gastaut.

Pour Jean Paul II, la Conférence des Nations Unies sur les femmes doit avant tout «défendre leurs droits dans le travail et la société, mais éviter une vision individualiste de la femme, éloignée de ses besoins réels». Dans un message écrit, remis à Mme Mongela, le Pape s'est inquiété du risque d'une conférence qui «recommanderait des actions bien éloignées des besoins de la vie réelle et des aspirations des femmes». Tout en soulignant que «l'égalité et la dignité de l'homme et de la femme ne signifient pas qu'il faille la considérer comme semblable à l'homme. Cela appauvrirait les femmes et l'ensemble moral qu'il implique, ainsi que ceux du conditionnement de la société, si l'on déformait ou si l'on perdait de vue la richesse unique et intrinsèque de la féminité».

Le Pape a de tout temps considéré la famille comme l'élément central de la société. Lors de sa rencontre avec Mme Mongela, il a mis en garde les futures participantes de la réunion de Pékin contre «la conception erronée, qui affirme que la maternité est oppressive pour les femmes», et il a exhorté les femmes à «ne pas se sentir coupables» de rester au foyer pour éduquer leurs enfants. Tout en soulignant: «il est loin des intentions du Saint-Siège de vouloir limiter l'influence et l'activité de la femme dans la société. De profonds changements sont requis dans les attitudes et l'organisation de la société pour faciliter la participation de la femme à la vie publique. La femme doit pouvoir utiliser tous ses talents et exercer tous ses droits pour construire la société».

Un mois plus tard, Jean Paul II, dans une longue lettre ouverte, rendait hommage aux femmes: «Elles préservent souvent ce qui reste de dignité humaine, dans les tragédies de la pauvreté, des guerres et des migrations. Beaucoup reste encore à dire et à écrire sur l'énorme dette contractée par l'homme envers la femme dans tous les secteurs du progrès social et culturel».

Le Pape a également affirmé que la délégation du Saint-Siège serait dirigée par une femme. Un cadeau empoisonné pensent bien des féministes exaspérées par l'intransigeance du Souverain du Vatican sur bien des chapitres de la vie des femmes.

Luisa Ballin

Source: L'interdépendant, bulletin d'information du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, juillet 1995.

La délégation suisse sera combative

Dans quelques jours, les ONG du monde entier se retrouveront à quelques dizaines de kilomètres de Pékin. Dernière ligne droite avant la Conférence elle-même.

Emmenée par la conseillère fédérale Ruth Dreifuss, une délégation suisse exclusivement féminine part pour Pékin dans un esprit combatif. Bien consciente que dans ce monde, ce sont les hommes qui décident de l'évolution politique, sociale et économique et que les intérêts et les besoins spécifiques des femmes ne sont que rarement pris en compte. D'où sa ferme détermination de faire valoir avec insistance son point de vue, dans cette grande rencontre, convoquée par l'ONU du 4 au 15 septembre, qui rassemblera des femmes de tous les pays du monde. Avec d'autant plus de fermeté face à l'étrange coalition du Vatican et de l'Iran, qui semblent bien décidés à dresser toutes sortes d'obstacles à la mise au point d'une plateforme commune, répétant leurs manœuvres dilatoires de la Conférence du Caire sur la population et le développement. C'est ce qui ressort d'un dossier élaboré dans la perspective de la rencontre de Pékin par le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes. (Voir encadré)*.

Colossal

Patricia Schulz, responsable du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, n'a cessé d'être aux premières loges dans la préparation de ce colossal rassemblement, qui a suscité d'âpres controverses, notamment dans les domaines des droits de la personne humaine, de la violence envers les femmes, de la santé et du rôle des femmes dans l'économie. Le projet de plate-forme compte 250 paragraphes, nombre d'entre eux étant mis entre parenthèses. Pour la délégation suisse, note sans illusion Monika Ruhl, membre de la délégation et collaboratrice de la Division des organisations internationales au Département fédéral des affaires étrangères, il est important que le document final de la Conférence ne retombe pas en deçà de celui de Nairobi. Et de placer ses espoirs dans les ONG, qui, lorsqu'elles se mettent d'accord pour une proposition, sont vraiment en position de force.

La délégation officielle suisse réunit autour de Ruth Dreifuss et de Patricia Schulz diverses collaboratrices spécialisées de l'administration fédérale, les conseillères nationales Judith Stamm et Rosmarie Bär, des représentantes d'associations féminines et diverses personnalités qui entretiennent des liens étroits avec des ONG. Elle compte donner la priorité aux thèmes des droits de la personne humaine, de la violence en-

vers les femmes, des conséquences des conflits armés pour les femmes, des femmes en politique et dans l'économie, de la santé et du développement. Elle s'emploiera à ce que des actions et des mesures d'avenir soient adoptées à Pékin.

Essentiellement sous la pression de la Chine et de l'Iran, l'ONU a refusé d'accréditer à Pékin onze ONG, dont l'Organisation des femmes tibétaines en Suisse.

Danielle Bridel, membre de Zonta International, fera aussi le voyage de Pékin, mais pour participer activement au Forum 95 des ONG, confiné à Huairong à quelque 50 km du centre de Pékin, lieu de convergence d'une multitude d'ONG qui mettront

sur pied quelque 350 ateliers et manifestations. Les ONG de la région Europe et Amérique du Nord mettront l'accent, indique-t-elle, sur tous les thèmes qui préoccupent également la délégation officielle de la Suisse. Défiant la distance, le Forum 95 ouvre à Huairong un centre de communication équipé d'ordinateurs permettant de communiquer avec l'extérieur.

Anne-Marie Ley

(*) Le dossier d'information sur la 4e Conférence mondiale de l'ONU sur les femmes réalisé par le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, qui sera complété ultérieurement, est mis gratuitement à la disposition de tout-e intéressé-e, sur demande, Eigerplatz 5, 3003 Berne.

Un rapport pour Pékin

(alm) «Ce n'est pas le moment de mollir», s'est exclamée la syndique de Lausanne Yvette Jaggi dans un ouvrage qu'elle a trouvé le temps d'écrire en 1991. Une phrase qui garde tout son sel à la lecture des conclusions de la Commission fédérale pour les questions féminines, appelée à commenter le rapport du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes sur la situation des femmes en Suisse.

Plus de vingt ans après l'introduction du suffrage féminin, les femmes sont en Suisse bien loin d'une participation égalitaire dans les sphères de décision du monde politique. Dans l'économie, les activités les plus lucratives sont l'apanage des hommes, alors que les femmes, même si leur formation scolaire et professionnelle accuse des progrès considérables par rapport à 1975, restent confinées dans des activités professionnelles mal rémunérées et assument l'essentiel du travail non rémunéré de prise en charge des enfants et du ménage. Les hommes sont peu enclins à assumer de nouvelles tâches et obligations. La politique sociale, familiale et de l'emploi ne se borne pas à refuser son soutien à des modes de vie égalitaires, mais les complique énormément, lorsqu'elle n'empêche pas tout bonnement leur concrétisation. Ces dernières années, le voile s'est levé sur les formes de violence, physique ou psychique, que les hommes exercent contre les femmes, à la maison, dans les espaces publics et sur les lieux de travail.

Pour autant, la nécessité de réaliser l'égalité entre hommes et femmes dans tous les secteurs de la société semble aujourd'hui faire l'objet d'un large consensus. Les difficultés surgissent en revanche lorsqu'il s'agit de passer à l'action.

La Commission fédérale dénonce avec virulence la tendance à la primauté des forces qui prônent une égalité purement formelle et qui prennent prétexte des difficultés financières pour couper dans les budgets de l'éducation, de la formation professionnelle et des bureaux de l'égalité. Il faut à la fois, note-t-elle, une conscience démocratique aigüe et des mesures ciblées dans tous les secteurs de la société, afin de répartir plus équitablement pouvoir, influence, travail et chance dans la vie. Cantons et communes ont à cet égard un rôle important à jouer.

Une trentaine de femmes des différentes régions linguistiques ont apporté leur contribution à l'élaboration du rapport intitulé «Des acquis - mais peu de changements? La situation des femmes en Suisse». Elles ont dressé un véritable état des lieux sur la condition des femmes cinq ans avant l'an 2000 sous forme d'un ouvrage de référence, fournissant de réflexions stimulantes. Des statistiques éloquentes, ainsi qu'une bibliographie par thèmes apportent un complément utile. Disponible dans les trois langues officielles, ainsi qu'en anglais (pour la Conférence de Pékin), ce rapport peut être commandé à l'Office central fédéral des imprimés et du matériel (OCFIM), 3000 Berne, au prix de fr. 29,60.